

Bienvenue au nouveau numéro de *Voir au-delà du risque*, la publication trimestrielle électronique de l'Institut canadien des actuaires (ICA). Chaque numéro présente les plus récentes réflexions actuarielles de spécialistes. Claudia Gagné – une actuaire chevronnée et une professeure – se penche ici sur l'importance cruciale de la littératie financière au Canada. Nous avons la certitude que vous trouverez cet article instructif et inspirant, et nous vous incitons à le partager avec vos amis et collègues.

LA LITTÉRATIE FINANCIÈRE – UNE NÉCESSITÉ COMPORTANT DE GRANDS DÉFIS

À UNE ÉPOQUE OÙ LES DÉCISIONS LIÉES à l'épargne et à la planification de la retraite sont de plus en plus la responsabilité des individus, les lecteurs pourraient être étonnés de savoir que de nombreux Canadiens ne possèdent pas les connaissances ou les compétences nécessaires pour prendre ces décisions. À l'instar d'autres pays, le faible niveau de littératie financière chez les Canadiens constitue un enjeu important et suscite l'attention des instances gouvernementales. À preuve, le gouvernement fédéral a mis en place un [groupe de travail](#) en 2009 chargé de concevoir une stratégie nationale, avec pour objectif d'améliorer la littératie financière des Canadiens.

Les défis liés à cet objectif sont énormes, mais les effets sociaux et économiques de mauvaises décisions de planification par les individus sont au moins aussi importants. Il ne faudrait donc pas reculer devant l'ampleur de la tâche.

Je dresse ici un portrait du concept même de la littératie financière, des carences actuelles des individus en cette matière et des pistes de solutions présentement discutées. Plus spécifiquement, et afin de pallier rapidement aux lacunes en matière de connaissances des Canadiens, je recommande la mise en place rapide d'une campagne de littératie financière. Elle devrait être conçue afin d'offrir aux Canadiens une source d'information

qu'ils percevront comme crédible et indépendante. Elle devrait également assurer une promotion ardente afin de conscientiser dans la plus grande mesure possible la valeur et l'importance de la littératie financière.



PAR CLAUDIA GAGNÉ
FICA, FSA, CFA

QU'EST-CE QUE LA LITTÉRATIE FINANCIÈRE?

Expression compliquée qui semble avoir été inventée par des penseurs provenant d'un ministère de l'éducation, cette expression, tout comme le sujet même de la planification financière, fait presque peur.

Plusieurs définitions ont été ébauchées par différents chercheurs. Le groupe de travail sur la littératie financière a choisi de définir, de façon relativement simple, la littératie financière comme étant « le fait de disposer des connaissances, des compétences et de la confiance en soi nécessaires pour prendre des décisions financières responsables »¹.

Un parallèle intéressant est celui de la littératie avec l'alphabétisme. Un individu possède-t-il les connaissances requises pour lire un texte? Cette personne est-elle capable de lire, résumer,

SUITE À LA PAGE 2



1. Groupe de travail sur la littératie financière, décembre 2010, « Les Canadiens et leur argent ».

interpréter un texte? Dans le cas de la littératie financière, on pense plutôt à des connaissances de base telles que le concept de la composition de l'intérêt, de l'inflation, de la diversification des investissements, de l'analyse critique de différentes options d'investissement, etc.

BESOINS GRANDISSANTS ET EFFETS DES CARENCES EN LITTÉRATIE FINANCIÈRE

Les effets d'une faible littératie financière dans une société sont bien documentés. D'abord, il a été démontré² que les personnes n'étant pas en mesure d'effectuer des calculs simples d'accumulation de l'intérêt, ne comprenant pas l'effet de l'inflation et de la diversification, ont beaucoup moins de chances d'estimer correctement leurs besoins d'épargne pour la retraite. De la même façon, on observe un taux d'épargne plus élevé pour les personnes étant plus à l'aise avec ces concepts (l'intérêt, l'inflation et la diversification).

Le manque de connaissances de base en matière financière semble donc mener à une planification qui ne soit pas optimale en termes d'épargne et d'atteinte d'objectifs de remplacement de revenu à la retraite. Les personnes étant moins « lettrées » financièrement auront tendance à soit sous-estimer l'épargne nécessaire en vue de la retraite, soit à négliger l'épargne tout simplement.

Malgré ces observations, on pourrait argumenter que de façon générale au Canada, le niveau de vie des retraités semble adéquat. Pourquoi alors se soucier tant du niveau de littératie financière? Et pourquoi plus maintenant qu'auparavant? Voici une liste non exhaustive des tendances et changements survenus dans les dernières années rendant les connaissances en matière de finance de plus en plus importantes :

- **Vieillesse de la population et stabilité de l'âge de la retraite :** Les besoins financiers à la retraite sont étendus sur une période de plus en plus longue sans que la période d'accumulation de l'épargne ne s'accroisse.
- **Réduction des rendements sur les investissements :** Le rendement attendu sur un portefeuille diversifié (composé d'obligations et d'actions) est beaucoup moins élevé qu'auparavant, augmentant le niveau d'épargne nécessaire pour accumuler un même montant à la retraite.
- **Responsabilité des décisions d'investissement transférée vers les individus :** La conversion de plusieurs régimes de retraite à prestations déterminées vers des régimes de retraite à cotisations déterminées a comme conséquence, dans la très grande majorité des cas, de transférer la responsabilité des choix d'investissement de l'employeur vers les participants des régimes. De plus, ces conversions ont pour effet d'augmenter le niveau d'épargne requis « hors-régime ».
- **Augmentation de la complexité des véhicules de placements :** Les produits d'investissement, que ce soit pour l'épargne-retraite, l'épargne-étude ou les assurances, sont de plus en plus diversifiés et complexes. De plus, les personnes qui proposent ces produits aux investisseurs

ont, la plupart du temps, un intérêt dans la vente de ces produits. Cela entraîne donc un besoin accru pour les individus devant faire des choix de placements de porter un regard critique sur les propositions formulées.

CONSTATS

Quel est le niveau actuel de littératie financière et comment l'évalue-t-on? Statistique Canada a effectué un sondage en 2009 intitulé **Enquête canadienne sur les capacités financières**. Outre certains résultats prévisibles, tels qu'un niveau de littératie financière augmentant avec le niveau d'éducation et le niveau de revenu, d'autres éléments intéressants de ce sondage sont identifiés³ :

- Seulement 51 % des Canadiens ont un budget;
- 52 % des Canadiens qui prévoient acheter une résidence ne s'attendent pas à devoir payer d'autres frais que la mise de fonds;
- 70 % des Canadiens se disent « plutôt confiants » ou « très confiants » que leurs revenus de retraite leur fourniront le niveau de vie souhaité; cependant, seulement 40 % des Canadiens ont une bonne idée de la somme d'argent qu'ils devront économiser pour maintenir le niveau de vie qu'ils souhaitent avoir à la retraite;
- Les deux principales sources de renseignements sur les produits financiers sont les banques/caisses populaires (40 %) et les conseillers financiers (39 %).

Selon ces résultats, on constate que les gens planifient peu leurs dépenses et sous-estiment également les dépenses liées à l'achat d'un actif réel tel qu'une maison. De plus, la formation et les informations dont les personnes disposent pour les orienter dans leur choix de placements proviennent en grande partie d'organisations qui ont un intérêt d'affaires, ce qui diminue grandement l'indépendance de ces renseignements.

On note aussi une grande confiance des personnes sondées envers leur planification de retraite sans pour autant savoir comment mesurer leurs besoins d'épargne. Ce sentiment de confiance a également été noté dans une étude américaine (Lusardi, Mitchell, 2009)². Dans cette étude, les personnes sondées répondaient à cinq questions très simples sur la composition de l'intérêt, l'inflation, etc. Ces personnes avaient aussi à s'autoévaluer quant à leur niveau de littératie financière (niveaux de 1 à 7). Parmi les personnes s'étant accordées le plus haut niveau (7), seulement 71 % d'entre elles figuraient parmi les personnes ayant le mieux réussi aux cinq questions (parmi les 50 % plus forts participants). De plus, parmi ces mêmes personnes autoévaluées de niveau 7, 25 % d'entre elles se situaient dans le quartile des répondants les plus faibles (parmi les 25 % plus faibles participants). Ces résultats démontrent un niveau de confiance parfois trop élevé par rapport aux connaissances réelles.

Le groupe de travail mis en place par le gouvernement canadien a établi la confiance en soi comme un élément qui définit

SUITE À LA PAGE 3

2. Lusardi, A., Mitchell, O.S., septembre 2009, « [How Ordinary Consumers Make Complex Economic Decisions: Financial Literacy and Retirement Readiness](#) », National Bureau of Economic Research, document de recherche.
3. Statistique Canada, Division des enquêtes spéciales, 2010, « Conclusions initiales de 2009 tirées de l'Enquête canadienne sur les capacités financières ».

la littératie financière. Les résultats de l'étude américaine démontrent qu'il faut faire attention à cette notion de confiance. Des personnes démontrant un niveau de confiance élevé ne possèdent pas nécessairement les connaissances et les compétences nécessaires pour prendre des décisions financières responsables.

L'importance de ce message a récemment été communiquée par des représentants fédéraux à l'occasion de la journée « [Parlons argent avec nos enfants](#) », ainsi que de la nomination du premier [leader canadien en matière de littératie financière](#) (*lien disponible en anglais seulement*). L'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC) a également mis au point des [programmes en ligne](#), bien que leur promotion doive être assurée à grande échelle afin de rejoindre un public le plus large possible.

MESURES À PRENDRE : INTERVENIR RAPIDEMENT

Le groupe de travail canadien a émis plusieurs recommandations au gouvernement afin d'augmenter le niveau de littératie financière des Canadiens. Les objectifs sont ambitieux et les moyens et programmes mis en place devront être diversifiés afin de rejoindre une population variée, tant par l'âge, le niveau actuel des connaissances, le lieu de résidence, etc.

Il semble qu'afin de rejoindre une base de population la plus vaste possible et de cibler les générations futures, des mesures doivent être prises selon trois axes d'intervention, soit le milieu scolaire, le milieu de travail et les outils en ligne.

Axe	Description	Avantages	Inconvénients
Milieu scolaire	<ul style="list-style-type: none"> Programme de formation dans les établissements préuniversitaires (primaire, secondaire, collégial). 	<ul style="list-style-type: none"> Inculque de saines habitudes de gestion financière (comparable aux saines habitudes de vie comme le sport et l'alimentation). Une formation obligatoire suivie par l'ensemble des étudiants. Le temps nécessaire alloué aux leçons sur des sujets financiers pourrait être intégré à d'autres matières (p. ex., les mathématiques). Les effets du programme pourraient être perceptibles sur une longue durée. 	<ul style="list-style-type: none"> Complexe à mettre en place. Nécessite la formation des enseignants en matière de concepts financiers.
Milieu de travail	<ul style="list-style-type: none"> Programme de formation parrainé par les employeurs. 	<ul style="list-style-type: none"> Facilement accessible pour les employés. Des incitatifs fiscaux justes encourageraient l'adhésion des employeurs. 	<ul style="list-style-type: none"> Difficile à rendre obligatoire.
Outils en ligne	<ul style="list-style-type: none"> Développement approfondi des programmes en ligne de l'ACFC ou développement de nouveaux sites Web. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournit une information unique, fiable, crédible et indépendante. Une promotion efficace pour rejoindre les catégories de population qui sont hors du système d'éducation et du milieu de travail (personnes sans emploi, aînés). 	<ul style="list-style-type: none"> Doit assurer un maintien et une mise à jour.

SUITE À LA PAGE 4

Étant donné le constat présenté précédemment des lacunes actuelles majeures des Canadiens, il apparaît essentiel de prioriser une mesure d'intervention à court terme et de promouvoir les programmes de l'ACFC et leur site Web récemment implanté de façon beaucoup plus imposante. Des sites Web de premier plan – appuyés par une ligne d'aide téléphonique pour les personnes qui se sentent moins à l'aise avec les ordinateurs, qui ne sont pas en mesure d'accéder à l'Internet ou qui ressentent le besoin de parler à quelqu'un au sujet d'une question – permettraient de rendre accessibles rapidement des informations nécessaires à une bonne planification financière (notions de base d'intérêt composé, d'inflation, d'outil de projection, etc.) L'objectif de ce site Web étant en premier lieu de fournir de l'information, il apparaît tout aussi important, à moyen et à long termes, de compléter cette information par de la formation plus spécifique. Par exemple, celle-ci permettrait aux individus de mieux quantifier leur tolérance au risque en fonction de leur objectif de remplacement de revenu à la retraite (et non pas seulement selon leur sentiment personnel face au risque comme l'indique le site Web de l'ACFC). De plus, cette formation devrait avoir pour objectif de développer un meilleur jugement critique des individus face aux produits qui leur sont proposés (frais liés à ces produits, valeur ajoutée par la gestion active des gestionnaires, etc.). Cet objectif pourrait être rencontré par la mise en place d'outils en ligne additionnels et de programmes de formation en milieu scolaire et en milieu de travail.

EN CONCLUSION

Les changements survenus dans les dernières années dans la démographie et l'environnement de la retraite et des produits financiers rendent primordial l'établissement de mesures favorisant une amélioration de la littératie financière chez les Canadiens. La mise en place du Groupe de travail sur la littératie financière par le gouvernement fédéral, et son travail récent en la matière, constitue une première étape vers cet objectif. Je recommande aux instances gouvernementales de promouvoir de façon plus importante le site Web récemment mis en place par l'ACFC. De plus, afin d'envoyer un signal évident de la volonté d'augmenter le niveau de littératie financière, des programmes de

LECTURES COMPLÉMENTAIRES

- Les actuaires et la Fondation actuarielle du Canada [ont travaillé avec](#) l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC) sur sa Calculatrice d'objectifs financiers. Cet outil en ligne indique comment se sortir de l'endettement ou épargner en vue de la retraite ou d'un autre objectif, en se basant sur la situation actuelle et les besoins de l'utilisateur, en plus de fournir des conseils clairs et des réponses à des questions en matière de finances.
- Un groupe de travail de l'ICA a produit un document de travail approfondi, intitulé [Le rôle de l'épargne individuelle et de la littératie financière](#).
- Parmi les nombreux mémoires de l'Institut soumis à divers gouvernements, l'un d'eux déposé au Comité permanent des finances de la Chambre des communes a constitué un [appel à l'action](#) afin d'encourager les Canadiens à épargner davantage en vue de la retraite.
- L'étude intitulée [Risques liés à la retraite : Définir les horizons de retraite](#) présente des données sur la compréhension qu'ont les Canadiens de leur situation financière.
- L'ICA a publié un grand nombre de rapports, d'études et d'autres [publications](#) sur des sujets financiers.

formation plus vastes devraient être mis en place dans les milieux scolaires et de travail.

Il sera important que tous les acteurs pouvant contribuer à cet effort (institutions financières, établissements d'enseignement, employeurs, gouvernements fédéral et provinciaux, etc.) collaborent, de façon à maximiser les effets des différentes mesures qui seront mises en place.

Claudia Gagné, FICA, FSA, CFA, est professeure en actuariat à l'Université de Montréal. Détentrice d'un baccalauréat en actuariat de l'Université Laval et d'une maîtrise en ingénierie financière de HEC Montréal, elle a œuvré pendant plus de 12 ans comme consultante en régimes de retraite et en placements. Elle est impliquée auprès de l'ICA à la Commission de l'éducation permanente et à la Commission sur les relations universitaires. Elle siège également à des comités de retraite comme membre indépendante.